

ment mis en lumière en disant: 'Si l'Angleterre est en guerre, nous sommes en guerre et exposés aux attaques de l'ennemi. Je n'affirme pas que nous serons toujours attaqués, ni que nous participerons toujours aux guerres de l'Angleterre.

Voici l'attitude du parti conservateur:

Quelle a été par le passé et quelle est, aujourd'hui l'attitude du parti conservateur sur cette question de défense navale? Dans le discours qu'il a prononcé à la 3e lecture du bill, le 20 avril 1910, M. R. L. Borden, le chef conservateur, a parfaitement mis la chose en lumière: 'Le principe que je préconise, c'est qu'en temps de guerre, il n'y aura qu'une seule force navale unie pour tout l'empire et que cette force navale sera utilisée pour faire face à tout ennemi qui pourrait menacer l'intégrité de l'empire.

Comment le très honorable leader du Gouvernement peut-il prétendre avoir un mandat du peuple. Il n'a jamais discuté le sujet avec lui; il ne lui en a pas parlé. Sherbrooke, il n'a pas dit que son programme consistait en une contribution de \$35,000,000. M. Borden a dit encore:

On pourra parfaitement demander ce que nous ferions si nous étions au pouvoir aujourd'hui. Il me semble que notre devoir et notre conduite la plus simple seraient d'agir ainsi: Le Gouvernement du pays peut comprendre et savoir, s'il veut s'en rendre compte si les conditions dans lesquelles se trouve l'empire en ce moment au point de vue de la défense navale, sont graves. Si nous étions au pouvoir, nous nous efforcerions d'obtenir une réponse claire et sans ambage à cette question, et si cette réponse basée sur un rapport du gouvernement anglais et des experts navals de l'amirauté était telle—et je crois qu'elle le serait—pour exiger que ce pays donne une aide immédiate et effective, je m'adresserais au parlement pour la lui demander et si le parlement ne l'accordait pas, je m'adresserais au peuple.

Il n'a pas dit que s'il ne pouvait pas faire adopter son bill, il imposerait un bâillon aux représentants du peuple pour le faire passer. Il a dit qu'il s'adresserait au peuple. C'est ce qu'il a promis, d'après le manuel du parti conservateur en 1911. J'ai toujours cru à la parole du premier ministre et je crois que la population de Québec et du Dominion s'est attendu à ce qu'il exécutât sa promesse.

Quand la question de la réciprocité était à l'étude, le leader du Gouvernement d'alors n'a pas appliqué le bâillon, il a dissout la Chambre et accepté le verdict populaire.

Ces \$35,000,000 forment une grosse somme pour le Canada. En 1911, nous avons dépensé \$7,000,000 pour la milice; cette année, nous dépensons \$7,000,000 et en plus nous dépensons \$35,000,000 pour trois dreadnoughts.

Si j'ai bien compris le ministre de la Marine et des Pêcheries, quand il parlait, il y a quelques jours, il était sûr que nous ne

pouvions pas construire les navires à moins de \$40,000,000 ou \$45,000,000. Si le Gouvernement doit dépenser cet argent, pourquoi ne pas le faire dans notre pays? Les artisans, les manœuvres, les laboureurs, les commerçants et les manufacturiers veulent que cet argent soit dépensé au Canada. Je serais bien peiné qu'une aussi forte somme d'argent sortit du pays pour aller en Angleterre ou dans toute autre contrée. Je suis sujet britannique, mais avant tout, je suis Canadien et je défends les entreprises canadiennes. Nous dépensons \$2,500,000 pour l'agriculture et un bill a été adopté l'autre soir par la Chambre autorisant une dépense de \$10,000,000 pendant les dix années prochaines, soit \$1,000,000 par an, de sorte que nous dépenserons en réalité \$50,000,000 y compris la milice et les dreadnoughts.

Cela fait une taxe de \$7 par habitant. Pensez-vous que la population pourra supporter cette charge? Pensez-vous que les agriculteurs qui représentent 70 p. 100 de la population et qui doivent travailler beaucoup pour gagner leur argent, acceptent cette taxe? Non, monsieur le président, je dis au leader du Gouvernement qu'en raison de cette grande dépense, il a peur de s'adresser au peuple sur cette question car je crois que la majorité du pays pense comme moi et renverra au pouvoir l'homme qui n'a qu'un seul programme pour Québec, pour Ontario et pour les neuf provinces du pays, l'homme qui a mis en jeu sa vie politique pour défendre ce qu'il croyait juste dans l'intérêt du pays. Si cet argent était dépensé au pays, environ 70 p. 100 iraient dans les goussets des ouvriers et cela servirait grandement au pays.

Pour moi, je crois que si cette question était soumise au peuple, le parti libéral serait renvoyé au pouvoir, parce que nous avons un seul programme pour le Canada.

Je voudrais faire insérer aux Débats, cet extrait d'un journal de Londres:

La politique Borden est mauvaise pour l'empire. Opinion de la presse de Londres.

Londres, 11 mars. Sous le titre de "Mauvais impérialisme", le "Daily News and Leader" qui est généralement considéré comme reflétant les vues du gouvernement Asquith, discute la sagesse du programme Borden de forcer l'adoption du bill naval au moyen de la clôture. "La moindre concession qu'il puisse faire, dit-il, au peuple canadien, c'est de le consulter avant de s'engager dans une résolution constitutionnelle condamnée par toutes les autres colonies. Il ne faut pas s'imaginer que les libéraux canadiens sont seuls à condamner le projet Borden.

Il continue: Le gouvernement australien a repoussé tout développement de ce programme pour l'Australie. M. Sauer, au nom du gouvernement du Sud-Africain a exprimé la crainte que le mouvement qui a pris naissance dans différentes parties de l'empire, ne soit pas entièrement spontané et il critique la politique